

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Asie > Chine > Histoire (Chine) > Histoire : dans la transition capitaliste (Chine) > **Transition capitaliste : « La bureaucratie chinoise a privatisé l'État »**

Entretien

Transition capitaliste : « La bureaucratie chinoise a privatisé l'État »

dimanche 23 novembre 2014, par [AU Loong-yu](#), [CONWAY Terry](#) (Date de rédaction antérieure : 7 novembre 2012).

Tenu du 8 au 14 novembre 2012, le 18^e congrès du Parti communiste chinois a relancé les débats sur la nature de l'Etat et de l'économie en Chine. A cette occasion, Terry Conway a réalisé pour le site britannique Socialist Resistance une interview du militant altermondialiste et auteur de Hong Kong, Au Loong Yu. [1]

Terry Conway - Tu utilises pour décrire la Chine le terme de « capitalisme bureaucratique ». Peux-tu l'expliquer ?

Au Loong Yu - Je ne l'ai pas inventé. Ironiquement, il a été d'abord utilisé par le Parti communiste chinois (PCC) dans les années 1940, pour décrire le type de capitalisme qui avait été mis en place sous la domination du Kuomintang [2].

Dans son livre *L'ère de Deng Xiaoping*, une enquête sur le sort du socialisme chinois, 1978-1994, Maurice Meisner définit le capitalisme bureaucratique par l'utilisation du pouvoir politique à des fins de gains pécuniaires, à travers des méthodes économiques qui sont capitalistes ou quasi capitalistes. Il ajoute que même si ce n'est pas nouveau dans l'histoire, cette forme d'exploitation est actuellement bien plus prégnante en Chine qu'ailleurs. J'ajouterai qu'aujourd'hui, les bureaucrates chinois, à tous les niveaux du gouvernement, dirigent des entreprises, en tirent profit et sont rarement poursuivis en justice, parce que la bureaucratie a totalement monopolisé le pouvoir d'Etat, ce qui lui permet de s'élever au-dessus de toutes les classes. On pourrait même dire que la bureaucratie a privatisé l'État.

Marx signalait que la bureaucratie considère l'État comme sa propriété privée. Mais il le voyait comme une tendance inhérente à la bureaucratie. C'est dans la Chine d'aujourd'hui que cette évolution est allée jusqu'au bout. Cette bureaucratie totalement incontrôlée s'est désormais pleinement embourgeoisée. Un exemple récent a été donné par le Groupe de sécurité de Chongking, un groupe dirigé par Wang Lijun jusqu'à son arrestation, après sa demande d'asile auprès de l'ambassade des États-Unis afin d'échapper à un complot fomenté par l'ancien dirigeant de Chongking, Bo Xilai [3]

Ce qui a discrédité le socialisme en Chine, c'est le fait que le PCC, qui avait fait une révolution contre le capitalisme bureaucratique du Kuomintang, a fini par embrasser le même modèle. Il est assez commun aujourd'hui d'interpréter le terme de révolution dans son sens originel : quelque chose qui tourne autour de son orbite pour revenir à son point de départ. En fait, le sens originel du

mot chinois pour révolution (« *geming* ») est celui d'un changement de mandat divin pour une dynastie. Il suggère ainsi un changement restreint au type de dirigeants, qui ne touche pas à l'ordre social dynastique – en fait, la fonction d'un *geming* est précisément de restaurer la paix dynastique. De nombreux intellectuels interprètent aujourd'hui la révolution de 1949 dans une telle perspective et, sur cette base, prennent position contre l'idée de révolution.

Je ne suis pas d'accord pour interpréter de cette façon la révolution de 1949. Même si le capitalisme bureaucratique nous est ramené par le PCC qui l'avait auparavant éradiqué, certains fruits de cette révolution demeurent intacts ; par exemple, l'indépendance de la nation ou la propriété collective de la terre par les paysans. Il y a de plus en plus de tentatives d'éroder ce dernier acquis, à travers les saisies de terres par les gouvernements locaux ou par les délinquants qui sont leurs acolytes, mais les paysans font aussi usage de leurs droits constitutionnels pour défendre leurs terres.

L'industrialisation galopante organisée par le PCC a aussi pour conséquence de moderniser la structure économique et sociale de la Chine, ce qui nourrit les forces sociales qui pourraient finalement contester une tradition millénaire de despotisme. Le capitalisme bureaucratique permet à la bureaucratie de piller l'économie à une échelle effrayante, mais il crée en même temps une nouvelle classe ouvrière formée à partir de l'exode rural, tout comme il pousse au regroupement d'autres forces sociales, telles que la paysannerie et les étudiants, dans une lutte contre cette bureaucratie.

Quel est exactement le rôle joué par le PCC dans la réintroduction du capitalisme ? Et comment en a-t-il bénéficié ?

Les hauts dirigeants de la bureaucratie ont fait le choix conscient de restaurer le capitalisme. Deng Xiaoping était déjà sur cette voie en 1984, lorsque la Chine a signé avec le Royaume-Uni l'accord spécifiant que la restitution de Hong-Kong s'accompagnerait dans l'ex-colonie du maintien pendant cinquante années d'un capitalisme de laissez-faire – évidemment en totale contradiction avec les principes « socialistes ». On a rapporté qu'il aurait dit ensuite que Hong-Kong devrait être autorisée à poursuivre dans cette voie même après ce délai. En 1987, il a dit à une délégation africaine : « *Ne suivez pas la voie du socialisme. Faites ce qui est en votre pouvoir pour faire croître l'économie.* » Sa décision ultérieure d'écraser le mouvement démocratique de 1989 [4] signifiait que son parti s'était transformé de façon décisive et qualitative en un parti capitaliste.

La position de certains maoïstes, consistant à rejeter toute la responsabilité sur Deng Xiaoping, n'est cependant pas convaincante. Il est un fait que Deng n'a rencontré aucune opposition significative et a bénéficié, tout au contraire, d'un soutien enthousiaste de la bureaucratie. Cela signifie qu'il ne faisait que ce que celle-ci voulait. Aucun socialiste ne devrait s'en étonner.

Même à l'époque de Mao, lorsque la bureaucratie était farouchement anticapitaliste, elle était hautement privilégiée en tant qu'élite dirigeante. Elle monopolisait la distribution du surproduit social à travers son contrôle absolu de l'Etat. Comme toute autre élite dirigeante, elle n'était jamais satisfaite de son salaire (de dix à trente fois supérieur à celui d'un travailleur du rang) et voulait s'approprier une part toujours croissante du surproduit social. Son intérêt fondamental réside dans la restauration de la propriété privée, non dans un rôle d'administrateur public éternel d'une propriété commune.

A la fin des années 1980, la réforme des prix a généré les dits *gandao*, c'est-à-dire les officiels qui se sont engagés dans la spéculation. La bureaucratie commençait alors à se transformer en classe capitaliste. Cela a indigné la population, qui en 1989 s'est insurgée contre le gouvernement. La répression du PCC a alors éliminé toute opposition à la réforme capitaliste – ce qui suffit à démontrer que ce parti était définitivement passé de l'anticapitalisme à l'adhésion au système

capitaliste.

La tournée de Deng Xiaoping dans le sud, en 1992, a montré que le PCC avait fait un autre pas majeur vers une intégration pleine et entière au capitalisme global. Pour que ce saut soit couronné de succès, la terreur de l'après 1989 ne suffisait déjà plus. Il était impératif d'infliger davantage de défaites aux travailleurs des entreprises propriété d'Etat, en les privatisant et en licenciant ainsi plus de 40 millions de salariés.

Comment cette nouvelle classe ouvrière s'est-elle créée à partir de la campagne ? Et en quoi sa conscience diffère-t-elle de celle de la « vieille » classe ouvrière du secteur d'Etat ?

Un aspect positif de la restauration capitaliste en Chine – par opposition à ce qui s'est passé dans l'ex-bloc soviétique – est l'industrialisation accélérée. Le nombre des salariés en Chine ne cesse d'augmenter, il représente aujourd'hui la moitié de la population active et le quart des ouvriers de l'industrie dans le monde. La plupart d'entre eux sont des migrants de la campagne.

Etre au centre de la production et de la distribution en fait une force sociale potentiellement explosive, même si pour l'instant ils sont plus une classe « en soi » que « pour soi ». Il y a des raisons plus profondes que la répression d'Etat aux difficultés de la naissance d'un nouveau mouvement ouvrier. Si les travailleurs d'origine rurale, aujourd'hui 250 millions, n'ont pas connu les terribles défaites de ceux des entreprises d'Etat, ils ne disposent pas d'une mémoire de classe collective. Ce sont les « *nongmingong* », littéralement des travailleurs paysans, plus paysans que travailleurs, non parce qu'ils cultivent la terre – la plupart d'entre eux ne le font que rarement – mais parce que le système de contrôle de résidence du « *hukou* » agit comme une forme d'apartheid social, les empêchant de fonder une famille et de prendre vraiment racine dans les villes. Quel que soit le temps qu'ils passent en ville, ils le considèrent comme un interlude.

Mais ils ne sont pas non plus totalement passifs. Les travailleurs migrants de la campagne ont mené de nombreuses grèves spontanées contre leurs patrons et les autorités locales. Ces grèves spontanées remportent souvent des victoires partielles, et elles sont si communes que l'interdiction de facto des grèves a été levée depuis longtemps, à tel point que les gouvernements locaux ont appris à vivre avec. S'organiser reste néanmoins très difficile. Il est bien possible que la prochaine étape de la lutte soit dirigée contre l'interdiction de s'organiser, même si cela sera un combat dur et de longue haleine. Aujourd'hui, il est cependant possible de former des réseaux militants, qui pourront servir de plateforme pour une organisation future.

Peux-tu nous parler des luttes récentes qui ont posé la question de la démocratie, celle de l'opposition aux privatisations, ou bien qui ont été menées pour de meilleures conditions de travail ?

Deux cas présentent un intérêt particulier. Le premier et plus récent est celui des 700 ouvriers de Ohms Electronics Shenzhen Company, une entreprise partenaire du japonais Panasonic, qui ont fait grève pendant trois jours, du 29 au 31 mars 2012, pour une augmentation des salaires et une réduction du temps de travail. Ils demandaient également la réélection des responsables syndicaux de l'entreprise, afin que leurs intérêts soient mieux défendus. Dans une lettre du 26 mars, les travailleurs se plaignaient de ce que le président du syndicat était payé par la direction et en faisait lui-même partie, ce qui violait les lois syndicales ainsi que la charte du syndicat officiel.

La grève a pu se lancer lorsqu'une partie des petits cadres et du personnel de sécurité s'y est jointe. Les travailleurs ont également utilisé la version chinoise de Twitter pour faire connaître leurs exigences sur Internet. Ils ont obtenu des concessions sur leurs exigences économiques ainsi qu'un accord pour réélire les responsables du syndicat. Cette élection a eu lieu fin avril, début mai, et bien

que l'ancien président du syndicat ait perdu, le nouvel élu est un dirigeant de l'entreprise et on a rapporté des fraudes et manipulations. Malgré cela, la moitié des élus au nouveau comité du syndicat seraient des travailleurs ayant pris part à la grève. Mais la censure et la répression rendent difficile de vérifier l'information.

Cet exemple montre comment les travailleurs d'origine rurale, même lorsqu'ils prennent part à des grèves, ne sont souvent pas conscients, du fait de l'absence d'une identité collective forte, de l'importance de lutter pour des syndicats qui leurs soient propres.

Je ne sais pas si les ouvriers de Ohms ont été inspirés par la grève de Honda Foshan. Cette grève est considérée comme ayant marqué un jalon dans le développement de la conscience des travailleurs migrants. En mai 2010, 1 800 ouvriers de Honda Foshan sont entrés en lutte pour une augmentation des salaires et la réorganisation de leur syndicat, ce qui a déclenché une vague de grèves dans les usines automobiles détenues par des marques étrangères. Dans une lettre ouverte, leurs représentants dénonçaient le syndicat de la branche en disant : « *Nous sommes indignés de l'appropriation par le syndicat du fruit des luttes des travailleurs. Nous insistons pour que le syndicat de l'usine soit élu par les travailleurs de la production.* »

Les raisons que donnait cette lettre sont à noter : les ouvriers ne luttaient pas seulement pour eux-mêmes mais se sentaient concernés par les intérêts des travailleurs dans toute la Chine. Une telle conscience est rare parmi les travailleurs migrants. La grève a duré plus de deux semaines et ne s'est terminée que lorsqu'ont été accordées des augmentations de salaires comprises entre 35 % et 70 %. Un peu plus tard, la direction accepta également la réélection du syndicat. Elle se déroula en deux temps, en août et novembre 2011. Elle ne fut pas non plus vraiment démocratique, la direction sortante s'arrogeant le monopole de la désignation des candidats. Des représentants de l'encadrement furent ainsi élus à la direction du syndicat, tandis que les représentants des grévistes en étaient écartés. Malgré cela, la grève montre que les travailleurs ont le pouvoir d'améliorer leur situation.

Ces deux exemples d'action ouvrière, avec leurs appels à des syndicats contrôlés par la base, montrent des travailleurs luttant pour leurs droits. Ils offrent une image alternative à celle qui ne les décrit que comme un groupe social vulnérable, qui a besoin d'une aide extérieure mais ne peut pas résister à l'injustice par lui-même, comme dans le cas des ouvriers de Foxconn qui se sont suicidés [5]. Fondée par les principaux responsables de la police de cette mégapole, cette société avait demandé son enregistrement, en passant outre l'interdiction légale faite aux départements de police de diriger des compagnies de sécurité.]]

Propos recueillis par Terry Conway

P.-S.

* Paru dans l'Revue L'Anticapitaliste n°39 (janvier 2013). <http://www.npa2009.org/>

* Traduction de Jean-Philippe Divès.

Notes

[1] Son livre *China's Rise Strength and Fragility* (La montée en puissance de la Chine, force et fragilité) doit être publié prochainement par Resistance Books, l'IIRE et Merlin Press. Une traduction française partielle a été ultérieurement publiée chez Syllpese. L'interview intégrale en anglais est disponible sur ESSF (article 26908), [China : bureaucratic capitalist ?](#).

[2] Kuomintang : le parti nationaliste bourgeois, créé par Sun Yat-sen, qui a dominé le gouvernement chinois de 1926 jusqu'à la prise du pouvoir par le PCC en 1949.

[3] Ancien ministre du commerce du gouvernement central de 2004 à 2007, déchu sous des accusations de corruption après que son épouse, Gu Kailai, a été accusée puis condamnée pour le meurtre d'un homme d'affaires britannique.

[4] Le soulèvement et l'écrasement par l'armée de la « commune » de la place Tien Anmen.

[5] Groupe taïwanais d'électronique qui emploie en Chine 1,2 million de salariés. Les conditions de travail et la répression y sont si terribles que des ouvriers se suicident dans l'enceinte de leur usine.